

Le point de l'actualité de la semaine : 007/2024 :

**Par André Dulou 156^{ème} SR, responsable de la revue de presse
Défense de l'UNION-IHEDN**

A la une aujourd'hui : Comment comprendre le conflit israélo-palestinien de ses origines au 7 octobre 2023 ? (Diploweb, 18 février 2024, Marie Durrieu)

DEPUIS le 7 octobre 2023, les discours politiques et médiatiques parlent de « guerre Israël-Hamas ». Or, c'est avant tout, une phase du « conflit israélo-palestinien ». Nous ne pouvons pas comprendre ce qui se passe à Gaza sans l'inscrire dans le temps long du conflit qui oppose les Israéliens et les Palestiniens depuis 1948... Comment en sommes-nous arrivés là ? Quelle est l'essence de ce conflit ? Pourquoi le 7 octobre 2023 nous a-t-il surpris ? Cet article a l'ambition de contextualiser la tragédie actuelle.

Partie 1. Le conflit israélo-palestinien : dates et chiffres clés

25 dates clés

1917 : Arthur Balfour, secrétaire d'État britannique aux Affaires Étrangères, adresse une lettre ouverte au Lord Lionel Walter Rothschild, figure du mouvement sioniste, et déclare être en faveur de l'établissement d'un « foyer national pour le peuple juif » en Palestine qui jusqu'ici faisait partie de l'Empire Ottoman.

1920 : Lors la chute de l'Empire Ottoman, la Société Des Nations (SDN) attribue au Royaume-Uni un mandat sur la Palestine. Les Britanniques administrent le territoire.

1917-1948 : À la suite de la déclaration de Balfour, de nombreux juifs font leur « *alya* » (acte d'immigration en « terre promise »). Ils passent d'environ 70 000 personnes en 1917 à environ 650 000 début 1948. Le mouvement est accéléré par le génocide contre la population juive en Europe (5 à 6 millions de victimes, représentant 50 % de la population juive d'Europe).

1946 : Le Royaume-Uni est dépassé par les tensions qui surgissent entre les Arabes et les Juifs en Palestine mandataire. Ils abandonnent le dossier qu'ils transmettent à l'ONU.

29 novembre 1947 : Le plan de partage de la Palestine est adopté (résolution 181), malgré l'opposition de tous les États arabes. Ce plan prévoit la division de la Palestine en trois secteurs : le secteur arabe (45%), le secteur juif (55%) et Jérusalem sous tutelle de l'ONU.

14 mai 1948 : David Ben Gourion proclame l'indépendance de l'État d'Israël.

1948-1949 : La première guerre israélo-arabe oppose Israël au Liban, la Syrie, l'Égypte, la Jordanie et les Palestiniens. Envers et contre tous, l'État juif récupère 78% du territoire. Les 22% restant sont annexés par la Jordanie (la Cisjordanie) et l'Égypte (bande de Gaza). Pour les Palestiniens, c'est la « *Nakba* » - la catastrophe – plus de 800 000 personnes fuient la Palestine.

28 mai 1964 : L'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) est créée afin de représenter le peuple palestinien et organiser la résistance contre Israël et la récupération de leur terre. Yasser Arafat prend la tête de l'organisation.

<https://www.diploweb.com/Comment-comprendre-le-conflit-israelo-palestinien-de-ses-origines-au-7-octobre-2023.html>

o-

Les actualités de défense, avec cet article, sur les menaces agressives des forces russes:

Le ministre des Armées dit avoir recensé une « centaine d'incidents agressifs » avec les forces russes en 2023 (OPEX 360, 18 février 2024, Laurent Lagneau)

Dans un rapport sur les enjeux militaires en Méditerranée, publié peu avant le début de la guerre en Ukraine, les anciens députés Jean-Jacques Ferrara et Philippe Michel-Kleisbauer avaient souligné le « respect que les Russes » avaient pour la Marine nationale et, « d'une manière générale, pour la France ». Et cela alors que, dans le même temps, les forces américaines et britanniques dénonçaient régulièrement des comportements russes « non professionnels » et « dangereux » à leur endroit.

« Alors que le contact est rugueux avec les Américains et les Britanniques [...], ils restent très professionnels vis-à-vis des marins français. Ce respect a des conséquences très pratiques. En septembre 2018, la frégate Auvergne a été accusée d'avoir abattu un avion russe. Grâce à ce respect, à cette confiance et aux canaux de discussion directs, la vérité a pu être rétablie et la France disculpée », expliqua M. Michel-Kleisbauer, lors de l'examen du rapport en commission.

Pour autant, ce « respect » n'avait pas empêché quelques interactions jugées « inamicales », comme le survol de navires français par des chasseurs-bombardiers russes, l'approche du satellite de télécommunications Athena-Fidus par l'engin « butineur » Luch-Olymp, les attaques informationnelles en Centrafrique ou encore la cyberattaque menée par un groupe russophone contre la chaîne d'alimentation en carburant de la Marine nationale. Mais ces affaires n'avaient pas empêché le président Macron d'afficher sa volonté de « repenser » les relations avec la Russie, lors de l'édition 2019 de la Conférence des ambassadeurs. À l'époque, il avait employé l'expression « d'État profond » pour écarter les réticences que cette orientation pouvait susciter.

<https://www.opex360.com/2024/02/18/le-ministre-des-armees-dit-avoir-recense-une-centaine-dincidents-agressifs-avec-les-forces-russes-en-2023/>

NFM et Coonen Protection livreront plus d'un demi-million de gilets pare-balles au ministère de l'Intérieur (HOME FOB, 17 février 2024, Nathan Gain)

NFM Group décroche à nouveau une commande majeure avec le ministère de l'Intérieur. Le groupe norvégien livrera cette fois plus d'un demi-million de gilets pare-balles aux forces de sécurité intérieure françaises en partenariat avec l'entreprise britannique Coonen Protection.

C'est « *un contrat historique* » pour le groupement constitué par NFM France, la filiale polonaise NFM Production et Coonen Protection. Un marché dont le montant n'est pas détaillé mais dont les deux lots ont été remportés en octobre dernier, respectivement face à quatre et cinq concurrents.

Conclu pour une durée de quatre ans, l'accord-cadre verra le trio fournir jusqu'à 511 350 gilets pare-balles individuels 2022 (GPB-I) et jusqu'à 415 596 housses tactiques modulaires, constitués en autant de lots adaptés aux personnels masculins et féminins. Des équipements de protection dont bénéficieront non seulement la Police nationale et la Gendarmerie nationale, mais aussi la Gendarmerie maritime, les Douanes, la Direction de la coopération et la sécurité de défense et l'Administration pénitentiaire.

Évolutive et modulaire, la solution retenue « *bénéficie des normes de protection les plus élevées* ». Elle est aussi en partie locale, par la mobilisation de fournisseurs de matières premières français, souligne le groupement.

<https://www.forcesoperations.com/nfm-et-coonen-protection-livreront-plus-dun-demi-million-de-gilets-pare-balles-au-ministere-de-linterieur/>

Retour du Dixmude à Toulon après sa mission médicale : « La mission dont vous revenez est extra...ordinaire » (Défense, 14 février 2024, Service de santé des armées)

Retour de l'équipage Dixmude (marins et soignants), le 7 février 2024, à Toulon, après une mission médicale inédite en Egypte, qui a duré trois long mois de déploiement en méditerranée orientale. L'occasion pour le MGA Jacques Margery, directeur central du Service de santé des armées (SSA) de leur adresser un message de satisfaction.

« Je tiens tout particulièrement à remercier les membres de l'équipage du Dixmude qui ont rendu possible le déploiement d'une structure médicale sur un navire de combat. Cette mission commune permet d'identifier les difficultés, les forces et les axes d'amélioration de ce type d'opérations. Il nous faudra en tirer les enseignements. C'est en développant une connaissance mutuelle, en créant des liens interpersonnels, que nous pourrons bâtir des relations de confiance solides, fondées sur la compréhension des enjeux et des besoins de chacun. » Et d'ajouter : *« Ayez tous bien conscience que la mission dont vous revenez est extra...ordinaire, au sens littéral du terme ».*

« Soyez bien conscient que votre engagement est une première. Dans un laps de temps restreint, nous avons collectivement été capables de déployer des moyens importants à plusieurs milliers de kilomètres du territoire national. C'est un exploit dont très peu de nations sont capables ! Vous avez démontré que la France a les atouts nécessaires pour prétendre être nation-cadre en matière de soutien santé et que le SSA demeure le 1^{er} Service de santé en Europe ».

<https://www.defense.gouv.fr/sante/actualites/retour-du-dixmude-toulon-sa-mission-medicale-mission-dont-vous-revenez-est-extraordinaire>

Les relations internationales :

L'année du Dragon, celle de tous les dangers pour le monde chinois (Asialyst, 16 février 2024, Pierre-Antoine Donnet)

Cette année lunaire du Dragon de bois qui vient de commencer en Asie s'annonce-t-elle comme celle de tous les dangers ? Guerre à Taïwan ? Réélection de Donald Trump ? Victoire de Vladimir Poutine ? Dérapage de Xi Jinping ? Ou, au contraire, sera-t-elle celle de la paix dans le détroit de Taïwan, le succès des rationnels à Pékin, la réélection de Joe Biden et la déroute russe ?

Le Dragon est considéré par les communautés asiatiques comme l'animal le plus chanceux du zodiaque. L'animal porte-bonheur par excellence. Pour ceux nés sous ce signe, pouvoir, chance et succès sont leurs fidèles compagnons.

Sur le plan économique, la prospérité se profile à l'horizon. Les investissements judicieux et les initiatives entrepreneuriales sont favorisés, tandis que les esprits visionnaires trouveront des alliés inattendus dans leur quête de progrès. Il convient néanmoins de rester prudent dans cet environnement en mouvement. Car si le Dragon peut offrir des sommets en matière d'amour, de réussite ou de succès personnels, il

peut aussi susciter des obstacles inattendus : des guerres, des coups d'État, voire des violences extrêmes avec beaucoup de sang versé.

Or ces risques, il en existe beaucoup, que ce soient en Asie de l'Est, sur le théâtre de l'Ukraine, au Moyen-Orient et dans bien d'autres régions du monde. Ces tensions géopolitiques sont telles aujourd'hui que nombreux sont les analystes ou les politiques qui redoutent qu'une étincelle ne mette le feu aux poudres, tout particulièrement dans le contexte de Taïwan.

Les dernières déclarations de l'ancien président américain Donald Trump partisan d'un désengagement des États-Unis de l'Otan s'il était réélu en novembre prochain ont été accueillies avec une profonde consternation, non seulement par la Maison Blanche mais aussi par plusieurs pays membres du Traité de l'Atlantique Nord.

TAÏWAN : GUERRE FROIDE OU GUERRE CHAUDE ?

Dans ses prédictions pour 2024, Nostradamus prédisait presque la fin du monde : « *Le monde déjà sec sera encore plus desséché et il connaîtra des inondations gigantesques. Il y aura des combats et des batailles navales. Les adversaires rouges deviendront blancs, redoutant que le Grand Océan ne disparaisse.* » Il en est qui interprètent ces prédictions comme une confrontation à venir entre la Chine et l'OTAN. Mais pour ce génie, il s'agissait du changement climatique : la couleur rouge pouvait signifier le soleil et la couleur blanche, celle des sols asséchés.

<https://asialyst.com/fr/2024/02/14/annee-dragon-tous-dangers-monde-chine/>

Les retrouvailles entre l'Égypte et la Turquie bouleversent le jeu des alliances au Moyen Orient (Mondafrique, 17 février 2024, la Rédaction)

La guerre que mène Israël contre Gaza impose aux États du Moyen-Orient des postures de réconciliateurs. Face à l'échec du président Biden pour imposer une ligne rouge au premier ministre Israélien, Benyamin Netanyahou, les quatre pays les plus influents dans la région -l'Iran, Arabie Saoudite, Egypte, Turquie- sont contraints de dessiner une nouvelle carte géopolitique. Ainsi assiste-t-on au dégel diplomatique entre l'Égypte et la Turquie, lors d'une visite récente du Président Erdogan au Caire. Sur fond de rapprochement spectaculaire entre l'Iran et l'Arabie Saoudite.

Si la guerre au Moyen Orient a mis fin au rapprochement entre l'Arabie Saoudite et Israël, le Royaume séoudien cherche désormais à améliorer sa relation avec l'Iran. Longtemps considéré comme l'ennemi public numéro et susceptible d'étendre l'influence chiite au-delà de ses frontières, l'Iran amorce une diplomatie rassurante avec ses voisins des monarchies sunnites du Golfe. C'est dans le cadre d'une mutation géostratégique générale qu'Iraniens et Séoudiens intègrent conjointement le bloc des BRICS.

La réconciliation entre le président Égyptien le maréchal Sissi et le président Erdogan s'inscrit dans ce nouveau jeu des alliances au Moyen Orient. Le niveau protocolaire de l'accueil du chef d'état turc à l'aéroport international du Caire dénote la volonté des deux chefs d'États d'enterrer leurs contentieux. Le coup de force du général Sissi qui renversait en 2014 le président Morsi proche des Frères Musulmans ainsi que des stratégies opposées des deux pays en Libye avaient radicalement éloigné les deux pays l'un de l'autre.

<https://mondafrique.com/libre-opinion/les-retrouvailles-entre-legypte-et-la-turquie/>

Le 37e sommet de l'UA s'ouvre sur fond de crises multiples en Afrique et à l'international (RFI, 18 février 2024, MAJ avec Sidy Yansané, correspondant spécial)

Le 37e sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine (UA) s'est ouvert, ce samedi 17 février, à Addis-Abeba. Parmi les gros dossiers à traiter figure celui des tensions liées aux changements anticonstitutionnels, aux putschs militaires et aux conflits qui s'accroissent à travers le continent.

Lors du discours inaugural de la séance plénière et publique de Moussa Faki Mahamat, le président de la Commission de l'UA est le seul à avoir nommé sans ambages les graves crises que traverse le continent : le Soudan qu'il dit piétiné par ses élites, la Libye livrée aux ingérences extérieures, les politiques du tout militaire inefficaces contre le terrorisme, la multiplication des changements anticonstitutionnels, la Cédéao fragilisée par le retrait des pays du Sahel, la crise politique sénégalaise et puis le regain de violence dans l'Est de la RDC.

Moussa Faki Mahamat, président de la Commission de l'UA, pointe, dans son discours, l'urgence des crises qui minent actuellement le continent

Le Premier ministre éthiopien et hôte du sommet, Abiy Ahmed, a, lui, insisté sur les avancées de l'Afrique, depuis la fin de l'ère coloniale et les défis que le continent doit désormais relever. D'abord, l'éducation de tous ses enfants, le thème de ce 37e sommet, le changement climatique et la nécessité de réformer l'architecture financière mondiale, actuellement en défaveur des pays du Sud et de leur développement. Une position que rejoint le Comorien Azali Assoumani qui a mis en avant le concept d'« économie bleue » que l'archipel des Comores considère comme un important levier de développement.

Et puis, désormais, l'Afrique veut aussi peser sur les affaires du monde, d'autant plus qu'elle est désormais membre du G20 depuis septembre dernier.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240217-le-37e-sommet-de-l-ua-s-ouvre-sur-fond-de-crises-multiples-en-afrique-et-%C3%A0-l-international>

Sur le plan de l'économie, cet article sur les pratiques commerciales déloyales dénoncées par l'Espagne :

Agriculture : l'Espagne réclame un renforcement des règles de l'UE contre les pratiques commerciales déloyales (Euractiv, 16 février 2024, Maria Simon Arboleas)

Pour tenter d'apaiser la colère des agriculteurs, le ministre espagnol de l'Agriculture, Luis Planas, a annoncé jeudi (15 février) qu'il demanderait à la Commission européenne de mettre à jour la directive de l'UE sur les pratiques commerciales déloyales dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire.

À l'issue d'une réunion avec les principales organisations agricoles espagnoles (ASAJA, COAG et UPA), M. Planas a déclaré que la loi espagnole sur la chaîne alimentaire était « pionnière » et qu'elle pourrait servir de modèle pour la mise à jour de la législation de l'UE relative aux pratiques commerciales déloyales.

« Il s'agit probablement d'une tâche pour la prochaine législature [de l'UE] », a déclaré M. Planas, ajoutant qu'il présenterait également plusieurs propositions visant à simplifier les exigences environnementales lors de la prochaine réunion des ministres de l'Agriculture du Conseil de l'UE, qui se tiendra le 26 février.

L'annonce de M. Planas fait suite à une démarche similaire du président français Emmanuel Macron, qui a appelé le 5 février dernier à un renforcement de la législation

de l'UE afin de garantir une meilleure protection des agriculteurs, considérés comme les acteurs économiquement les plus faibles de la chaîne alimentaire.

<https://www.euractiv.fr/section/agriculture-alimentation/news/agriculture-lespagne-reclame-un-renforcement-des-regles-de-lue-contre-les-pratiques-commerciales-deloyales/>

Inflation : la tendance baissière en France confirmée par l'INSEE (Econostrum, 18 février 2024, Pika O)

L'inflation a érodé les portefeuilles des Français ces dernières années. La lutte contre ce phénomène est l'une des priorités de l'Europe. Une lutte qui explique le maintien des taux à un niveau élevé par la Banque centrale européenne. Cette politique a commencé à apporter ses fruits. En effet, l'inflation a commencé à reculer depuis 2023, notamment en France.

Cette inflation avait enregistré un ralentissement en France en 2023 par rapport à l'année précédente. Le début de l'année 2024 confirme la tendance baissière de l'inflation. Déjà à la fin du mois de janvier, l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) avait indiqué que, selon ses premières estimations, l'inflation a ralenti à 3,1 % sur un an en janvier, contre 3,7 % en décembre.

Ces chiffres sont désormais confirmés par le même institut dans son dernier bulletin du 16 février. Dans cette seconde estimation de l'inflation en France, l'INSEE indique qu'avec 3,1% sur un an au mois de janvier, l'inflation a connu un net ralentissement par rapport au pourcentage constaté en décembre qui était de 3,7%.

<https://econostrum.info/inflationtendance-baissiere-france/>

Cybersécurité : votre entreprise est-elle menacée ? (Economie matin, 18 février 2024, La rédaction)

L'ère numérique, si elle ouvre des horizons sans précédent, expose aussi à des risques majeurs. La cybercriminalité ne cesse de croître, et les petites et moyennes entreprises se trouvent particulièrement vulnérables. Un simple clic peut suffire à compromettre des années de travail.

Un cyberdangereux omniprésent

La cybercriminalité ne distingue pas ses cibles par leur taille. L'histoire de la société André Laurent, touchée par un email frauduleux, met en lumière une réalité alarmante : aucune entreprise n'est à l'abri. Malgré un sentiment de sécurité dû à sa petite taille, l'entreprise a subi un préjudice qui aurait pu être fatal sans les mesures de sécurité adoptées après une première attaque en 2020. La mise en place d'un coffre-fort de mots de passe, d'un serveur de sauvegarde à distance et d'un outil de cryptage des données est devenue une nécessité, coûtant entre 50 000 et 75 000 euros par an. Un investissement non négligeable mais essentiel pour la survie de l'entreprise dans un secteur exigeant.

Une vulnérabilité accrue pour les TPE-PME

L'accélération de la transition numérique rend les TPE-PME plus exposées aux attaques. Une enquête de la Fédération française de la cybersécurité révèle que 21% des TPE-PME interrogées ont déjà été victimes d'une cyberattaque. Les pirates informatiques, confrontés à une meilleure protection des grands groupes, se tournent désormais vers les petites structures, plus faciles à infiltrer. Les ransomwares, logiciels malveillants qui prennent en otage des données contre une rançon, figurent parmi les menaces les plus courantes, suivis de près par le hameçonnage, technique visant à dérober des informations personnelles ou bancaires.

<https://www.economiamatin.fr/cybersecurite-entreprise-menace-donnees>

Lire avec intérêt cet article concernant la sécurité intérieure :

La mort de Basile ravive l'affaire des disparus de la Garonne : "Ils n'ont pas pu tomber tout seuls" (Actu Bordeaux, 18 février 2024, Anaëlle Montagne)

Le décès de Basile A., retrouvé à Bordeaux le 7 février 2024 après sa disparition mi-janvier, réveille les vieux démons des "disparus de la Garonne".

Le tragique décès de Basile, dont le corps a été retrouvé aux Bassins à flot le 7 février 2024 plusieurs semaines après sa disparition, ravive l'affaire des « noyés de la Garonne ». Dix ans auparavant, six étudiants avaient **disparu consécutivement** à Bordeaux après des soirées arrosées.

Tous avaient été repêchés dans la Garonne, entre 2011 et 2013. La plupart des affaires, dont celle de la mort suspecte de Vincent Zecca, alors âgé de 19 ans, sont restées au point mort depuis.

Sa mère Sylvie continue pourtant de se battre pour comprendre ce qui est arrivé à son fils. Elle le fait au côté des parents de Guillaume Moallic, étudiant de 19 ans retrouvé dans le fleuve deux ans avant la disparition de Basile. Pour eux, « ces jeunes-là **ne tombent pas tout seuls dans l'eau** : il y a forcément quelqu'un qui les y pousse ».

La disparition de Basile

Dans la nuit du vendredi 12 au samedi 13 janvier 2024, **Basile est sorti à l'boat**, boîte de nuit située aux Bassins à flot. Alors qu'il était particulièrement ivre et probablement sous l'emprise de substances selon ses proches, ces derniers l'ont perdu de vue durant la soirée, comme ils l'ont expliqué à *actu Bordeaux*.

https://actu.fr/nouvelle-aquitaine/bordeaux_33063/la-mort-de-basile-ravive-l-affaire-des-disparus-de-la-garonne-ils-n-ont-pas-pu-tomber-tout-seuls_60689366.html

Et quelques articles de fond et d'actualité :

Câbles sous-marins : la Commission européenne préconise le remplacement progressif des fournisseurs à haut risque (Euractiv, 15 février 2024, Théophane Hartmann)

La Commission européenne préconise le remplacement progressif des fournisseurs de câbles sous-marins de télécommunications qui présentent des risques, mais ne propose pas de nouvelle forme d'assistance financière pour cela, peut-on lire dans une recommandation de l'exécutif consultée par Euractiv.

Suite au sabotage de câbles sous-marins de télécommunications dans la mer Baltique par un navire chinois en octobre, le Conseil de l'UE a demandé à la Commission de présenter une recommandation pour renforcer la sécurité et la résilience des infrastructures des câbles sous-marins.

Euractiv a pu consulter une version préliminaire du document non contraignant avant la publication officielle de la recommandation le 21 février.

« *Les États membres sont encouragés [...] à réduire les risques, les vulnérabilités et les dépendances, en particulier vis-à-vis des fournisseurs à haut risque* », peut-on lire dans le projet de recommandation.

L'exécutif de l'UE propose de mettre en place un « *groupe d'experts sur les infrastructures de câbles sous-marins* » qui serait chargé de « *proposer une boîte à outils pour la sécurité des câbles* ».

La boîte à outils semble être conçue comme un instrument similaire à la boîte à outils de l'UE sur la cybersécurité de la 5G — un instrument non contraignant « *établissant*

des mesures d'atténuation » pour les États membres qui visent à réduire les risques et les failles « *en particulier pour les fournisseurs à haut risque* ».

<https://www.euractiv.fr/section/tech/news/cables-sous-marins-la-commission-europeenne-preconise-le-remplacement-progressif-des-fournisseurs-a-haut-risque/>

Bruxelles évince les sans-papiers de la directive sur les violences faites aux femmes (Euractiv, 9 février 2024, Clara Bauer-Babef)

DCI va former des pilotes de la gendarmerie (Air et Cosmos, 16 février 2024, Jean-Marc Tanguy)

Le centre international de formation hélicoptères (CIFH) de DCI à Dax formera une demi-douzaine de pilotes dans un premier temps.

Former des pilotes militaires français en direct : une première pour DCI

De longue date, la Gendarmerie formait ses pilotes avec ceux de l'Armée de Terre, de l'Air et de l'Espace et de la Marine à Dax, au sein de l'école de l'aviation légère de l'armée de terre (EALAT). Les Gazelle historiques avaient été remplacées par des H120 fournis par un acteur privé -Helidax, filiale de DCI- mais armés par des instructeurs militaires. Pour la première fois, DCI va former en direct des pilotes militaires français d'hélicoptères.

Complément aux capacités offertes par l'EALAT

La Gendarmerie vient en effet de confier à l'opérateur privé la formation initiale de quelques pilotes : au moins cinq sur les deux premières années. On ignore à ce stade combien de temps durera ce programme et le nombre de pilotes visé. DCI explique le choix de la gendarmerie « par un besoin de formation accru en complément des capacités offertes par l'EALAT ». La formation comprendra des modules aux normes EASA, CPL (H) théorique et PPL (H) pratiques, et des modules complémentaires.

<https://air-cosmos.com/article/dci-va-former-des-pilotes-de-la-gendarmerie-68431>

Parus au journal officiel :

Décret n° 2024-119 du 16 février 2024 relatif aux conditions d'accueil des mineurs et jeunes majeurs pris en charge par l'aide sociale à l'enfance hébergés à titre dérogatoire dans des structures d'hébergement dites jeunesse et sport ou relevant du régime de la déclaration

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049156376>

Décret n° 2024-113 du 16 février 2024 relatif à la participation forfaitaire des assurés sociaux aux frais de santé en application du II de l'article L. 160-13 du code de la sécurité sociale

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049155052>

Arrêté du 14 février 2024 portant interdiction des concentrations ou manifestations sportives sur les routes à grande circulation jusqu'au 31 mai 2024 inclus

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049150921>

Décret n° 2024-106 du 14 février 2024 relatif aux compétences des préfets en matière d'acquisition de la nationalité française et modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049144642>